

Brochure n° 3092

Convention collective nationale

IDCC : 504. – **INDUSTRIES ALIMENTAIRES DIVERSES**

AVENANT N° 55 DU 18 DÉCEMBRE 2008

RELATIF AUX SALAIRES ET AUX PRIMES

NOR : *ASET0950190M*

IDCC : *504*

Entre :

Le syndicat français du café ;

Le comite français du café ;

Le syndicat de la chicorée de France ;

Le syndicat national des fabricants de bouillons et potages ;

La fédération des industries condimentaires de France ;

La chambre syndicale française de la levure,

D'une part, et

La fédération générale agroalimentaire (FGA) CFDT ;

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation (FGTA) FO ;

La fédération des syndicats des commerce, services et force de vente (CSFV) CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Ressources garanties

a) Ressource brute mensuelle garantie hiérarchisée

La RMGH comprend le salaire de base et toutes les primes et gratifications existant dans l'entreprise, à l'exception de la prime d'ancienneté aux taux prévus à l'article 13 de l'accord de mensualisation du 22 juin 1979 et

des sommes constituant un remboursement de frais ou versées en contrepartie directe des conditions particulières de travail en raison desquelles une prime spéciale a été prévue par la convention collective.

La RMGH, en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2009, est égale pour chaque coefficient hiérarchique, tel qu'il ressort de l'accord de classification de postes du 30 novembre 1992, au montant figurant dans le tableau joint en annexe.

Dans le cas d'un horaire de travail inférieur à la durée mentionnée en annexe, elle est réduite proportionnellement, sous réserve du respect des dispositions de l'accord du 18 mars 1999.

A cette RMGH s'ajoute la rémunération des heures supplémentaires calculées selon les dispositions légales.

Aucun salarié (à l'exception notamment des apprentis, des jeunes travailleurs, des travailleurs handicapés et des titulaires de contrats de qualification et d'orientation) ne peut percevoir une rémunération inférieure au minimum fixé par la loi, même si la ressource garantie conventionnelle devait être inférieure à celui-ci.

b) Ressource contractuelle annuelle

La ressource contractuelle annuelle (RCA), instituée par l'avenant n° 33 du 5 avril 1991, en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2009, est égale, pour chaque coefficient hiérarchique tel qu'il ressort de l'accord de classification de postes du 30 novembre 1992, au montant figurant dans le tableau joint en annexe.

La définition de la RCA est la même que celle de la RMGH visée au *a*.

La RCA est garantie au personnel ayant au moins 1 an d'ancienneté dans l'entreprise, la régularisation intervenant au 31 décembre de chaque année.

S'il y a lieu, cette régularisation est faite *pro rata temporis* pour le personnel remplissant cette condition d'ancienneté au sens de l'article 19 de la convention collective.

Article 2

Primes

Depuis le 1^{er} juillet 1998, un barème d'assiette de primes (BAP) est institué. Il sert de base au calcul des différentes primes prévues par la convention collective et l'accord de mensualisation du 22 juin 1979 (travail de nuit, primes de froid et de chaleur, prime d'ancienneté, prime annuelle).

Les montants de ce BAP, applicable à compter du 1^{er} janvier 2009, sont définis en annexe.

Article 3

La négociation annuelle obligatoire sur les salaires dans les entreprises de la branche doit permettre de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes, à situation égale, avant le 31 décembre 2010.

Article 4

Le présent avenant sera déposé à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Paris.

Fait à Paris, le 18 décembre 2008.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Barème d'assiette de primes (base 151,67 heures par mois) *Applicable à compter du 1^{er} janvier 2009*

(En euros.)

NIVEAU	COEFFICIENT	MONTANT
I	120	910,81
	125	927,46
	130	944,42
	135	961,69
	140	977,08
II	145	992,78
	150	1 010,05
	155	1 027,80
	160	1 040,83
	165	1 054,17
III	170	1 067,21
	175	1 077,41
	180	1 087,62
	185	1 097,67
	190	1 107,88
	195	1 121,38
IV	200	1 137,08
	210	1 169,59
	220	1 204,60
V	230	1 240,40
	240	1 276,05
	250	1 311,38
VI	260	1 346,86
	270	1 382,19
	280	1 417,68
	290	1 452,85
VII	300	1 488,18
	310	1 531,05
	320	1 572,19
	330	1 614,27
	340	1 656,04

Barème de ressources garanties
(base 151,67 heures par mois)

(En euros.)

NIVEAU	COEFFICIENT	RESSOURCE GARANTIE	
		annuelle	mensuelle
I	120	16 768,21	1 321,45
	125	16 813,95	1 323,87
	130	16 860,01	1 326,30
	135	16 906,27	1 328,71
	140	16 950,76	1 331,14
II	145	16 995,56	1 333,57
	150	17 163,36	1 346,11
	155	17 332,85	1 358,75
	160	17 504,12	1 371,94
	165	17 677,04	1 385,24
III	170	17 886,82	1 401,63
	175	18 099,16	1 418,48
	180	18 313,94	1 435,53
	185	18 531,50	1 452,82
	190	18 751,54	1 470,30
	195	18 974,14	1 487,73
IV	200	19 349,83	1 517,73
	210	19 732,55	1 546,91
	220	20 122,91	1 576,53
V	230	20 740,64	1 625,02
	240	21 377,53	1 675,12
	250	22 034,17	1 726,90
VI	260	22 634,71	1 773,99
	270	23 251,73	1 822,46
	280	23 885,65	1 872,33
	290	24 537,24	1 923,70
VII	300	25 206,59	1 976,53
	310	25 894,24	2 030,27
	320	26 600,95	2 085,73
	330	27 327,07	2 142,73
	340	28 073,05	2 201,42
VIII	350	28 882,57	2 221,74
	360	29 671,29	2 282,41
	370	30 481,88	2 344,76
	380	31 299,48	2 407,65
	390	32 117,48	2 470,58

NIVEAU	COEFFICIENT	RESSOURCE GARANTIE	
		annuelle	mensuelle
IX	400	32 835,60	2 525,82
	410	33 569,89	2 582,30
	420	34 320,73	2 640,06
	430	35 088,52	2 699,12
	440	35 873,54	2 759,50
	450	36 683,33	2 821,79
	460	37 485,96	2 883,54
	470	38 295,09	2 945,78
	500	40 725,65	3 132,74
X	600	48 831,09	3 756,24
	700	56 938,12	4 379,86

Contrepartie opération d'habillage-déshabillage : indemnité forfaitaire mensuelle de 7,62 €.